

Concours : 2^e Concours ENM 2021

Epreuve : Cas Pratique civil - procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



I - Sur le cautionnement de Monsieur Merlin du prêt consenti par le Crédit Agricole à la SCEA.

a -

Sur la validité du cautionnement

Il s'agit d'un cautionnement consenti par une personne physique, Monsieur Merlin alors qu'il est encore fonctionnaire - Monsieur Merlin est donc un consommateur. La SCEA est une société civile d'exploitation agricole.

Le content du prêt est valable condition nécessaire à la validité du content de cautionnement en vertu de l'article 2291 du code civil.

Les conditions de validité de droit commun des contrats sont respectées, capacité, consentement et objet.

Les conditions de validité du cautionnement spécifiques

Le cautionnement doit être exprès et ne peut être étendu au delà des sommes contractées par le débiteur principal.

En l'espèce, M. Merlin se prête caution par mention écrite d'une somme de 350.000 € n'excédant pas le coût du prêt avec les intérêts s'élevant à 360.000 euros.

En s'engageant comme caution solidaire M. Merlin rendue au bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du code civil.

De même, en vertu de l'article 2303 du code civil, M. Merlin ne pourra pas exercer au droit au bénéfice de discussion en ce qu'il a contracté le cautionnement solidairement.

L'établissement de crédit a une obligation de mise en garde à l'égard de la caution. Il s'agit de l'obligation de l'informer de l'étendue de son engagement, au regard de ses moyens financiers. Cette obligation est due au particulier profane. Les juges doivent exercer un contrôle concis du statut de la caution.

En l'espèce, M. Merlin est une caution ouverte dans la mesure où il reporte caution d'un prêt contracté à la société dont il est le gérant.

L'établissement de crédit doit opérer un contrôle de proportionnalité au moment de la formation du contrat de cautionnement en vertu de l'article L332-1 du code de la consommation.

La sanction du défaut de contrôle de proportionnalité et l'impossibilité du créancier professionnel de se prévaloir du cautionnement, sauf si en cours d'exécution du contrat la dette de la caution augmente ~~par~~ et permet de faire face à ses obligations de caution.

En l'espèce, M. Merlin a vendu un bien immobilier qu'il détenait en indivision avec sa femme, ~~mais~~ en 2018, au moment de la conclusion du contrat de cautionnement, M. Merlin est propriétaire de cet appartement. Cet appartement pouvait constituer au moment de la conclusion du contrat de cautionnement un patrimoine présent garantissant le cautionnement.

L'établissement de crédit est délincteur de diverses obligations d'information de la caution.

En application de l'article 2293, l'établissement de crédit doit informer la caution annuellement du montant de la dette et de ses accessoires.

La sanction encourue pour ce défaut d'information est la déchéance de tous les accessoires de la dette, frais et pénalités.

En l'espèce, la banque n'a pas informé M. Merlier des obligations contenues à l'article 2293, ainsi, il pourra invoquer en défense devant le cour d'appel ce moyen.

En vertu de l'article L333-1 du code de la consommation l'établissement de crédit doit informer la caution de la délinctance du débiteur dès le premier incident.

Le défaut d'information est sanctionné par l'article L343-5 du même code par la déchéance des pénalités consistant de retard et d'intérêts.

En l'espèce, la banque n'a pas procédé à cette information qui constitue un moyen de défense pour M. Merlier.

Il sera difficile pour M. Merlier d'échapper au paiement du montant du prêt. Il pourra peut être échapper à celui des pénalités et intérêts.

b -

Sans attendre la signification de la décision, le crédit Agricole a relevé appel le 10 mai 2021 dans les termes suivants "Apel dirigé contre l'ensemble des dispositions du jugement".
M. Merlier n'a pas d'avocat.

Le délai d'appel court à compter de la signification de la décision à la partie perdante.
Le délai est d'un mois en matière contractuelle.

en vertu de l'article 538 du code de procédure civile.
La sanction est l'irrecevabilité de l'appel.

En vertu de l'article 542 du CPC l'appel consiste en la critique du jugement rendu par une juridiction de premier degré. C'est une voie de réformation ou d'annulation.

En vertu de l'article 543 CPC l'appel est ouvert en toute matière.

L'article 546 CPC dispose que la partie qui fait appel doit avoir intérêt.

La sanction est l'irrecevabilité de l'appel.

Toutes les parties en première instance peuvent interjeter appel si elles ont un intérêt.

Le taux de recourt est de 5000 euros pour le pourvoi d'appel.

En vertu de l'article 561 CPC l'appel a un effet devolutif.

Et l'article 562 CPC impose aux parties appelantes de déferer expressément à la Cour les chefs du jugement critiqués.

Les appelants ne peuvent faire un appel total sans mentionner expressément les chefs de jugement que par ces motifs qu'ils critiquent. La sanction est que la Cour d'appel n'est pas saisie.

Sauf à ce que l'appel tende à l'annulation du jugement.

En l'espèce l'appel de la banque n'a pas d'effet devolutif et ne saisit pas la Cour d'appel.

C'est un appel total. La Cour devra le relever d'office.

En vertu des articles 563 et 564 CPC les parties peuvent alléguer des moyens nouveaux mais pas de prétentions nouvelles. La sanction est l'irrecevabilité.

Concours : 2^e Concours ENM 2021

Epreuve : Cas Pratique civil - procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Devant le cour d'appel la procédure est écrite et le ministère d'avocat obligatoire.

Les conditions de forme de l'acte d'appel sont prévues aux articles 301 et suivants du CPC à peine de nullité.

C'est une nullité de forme régularisable soit dans le délai d'appel ou jusqu'au dépôt de premières conclusions de l'appelant.

Il s'agit : du ministère d'avocat obligatoire, indication de la cour d'appel saisie, les chefs de jugement critiqués, elle doit être signée par l'avocat et accompagnée d'une copie de la décision dont appel.

L'appelant doit signifier la déclaration d'appel à l'intime dans le délai d'un mois à compter de l'avis d'enregistrement de la déclaration d'appel envoyée par la greffe. La signification et la caducité de la déclaration d'appel.

L'appelant doit déposer ses conclusions en greffe dans un délai de 3 mois à compter de la date où il a interjeté appel en vertu de l'article 305 du CPC. A défaut, la signification et la caducité. Et l'intime dispose d'un délai de 3 mois pour conclure à partir de notification des conclusions.

de l'appelant (909 CPC)

La sanction et l'irrecevabilité de ses conclusions et pièces.

Les conclusions doivent circonscrire le litige pour l'appelant.

Les conclusions doivent être accompagnées d'un bordereau de communication de pièces.

En matière sans représentation obligatoire, ce qui n'est pas le cas pour le litige opposant la banque à M. Merlin la déclaration d'appel est faite par lettre recommandée avec accusé de réception devant le Cour compétente (332).

II.

a - et b -

Le chalet, seul bâtiment qui semblait en bon état et présente des traces d'infiltrations importantes en janvier 2020 et mars 2021.

Une expertise démontre que ces désordres sont anciens et graves pour la solidité du bâtiment.

Le père avait acheté en 2013 le bâtiment à M. Bourgeois pour 80.000 €.

Ce dernier l'avait acheté en 1980 à M. Corbière qui avait déclaré dans l'acte de vente avoir fait réaliser d'importantes opérations à la toiture.

Il s'agit de 2. ventes d'un immeuble entre deux professionnels pour celles de 2013 et celle de 1980.

M. Merlin rencontre des désordres sur le bâtiment alors qu'il a hérité. Il y a donc eu un transfert de propriété. En matière de chose de contester dont l'objet est un transfert de propriété, le dernier acquiescement porte de action directe en garantie contre le précédent vendeur, en l'espèce. Arrêt Bore.

Le bâtiment renferme un vice, caché qui le rend impropre à son usage normal.

L'article 1641 du code civil oblige le vendeur à une garantie en raison de la présence d'un vice, caché dont il avait connaissance.

Cette garantie exclue la garantie de l'article 1604 du code civil, la délivrance conforme. C'est une exclusion jurisprudentielle.

De même, les ventes entre professionnels excluent la garantie de conformité du code de la consommation.

Il semblerait que M. Cornière soit plus solvable que le successeur de M. Bouguignon.

M. Merlin peut agir via une action directe en vice caché contre Monsieur Cornière.

Il existe bien un vice, d'importante infiltration qui rendent le bâtiment inhabitable.

Le vice est caché, puisque M. Merlin le découvre en janvier 2020 et mars 2021 alors que l'expertise indique qu'il est ancien.

Le vice rend le bâtiment impropre à son usage normal.

Il semblerait en outre que M. Cornière soit de mauvaise foi.

M. Merlin aura le choix entre une action récursoire et une action redhibitoire en vertu de l'article 1641 du code civil.

L'action redhibitoire tend à une restitution de la chose au vendeur contre le prix.

L'action récursoire tend à ce que le vendeur rende à l'acheteur une partie du prix.

En l'état, M. Merlin a le choix de l'action et il devrait plutôt choisir l'action estimerie afin de récupérer de l'argent pour exécuter le travail.

En vertu de l'article 1645 du code civil, M. Merlin revient à demander le meilleur prix du vendeur et probe obtenus de dommages et intérêts supplémentaires.
Cette action indemnitaire est autonome.

M. Merlin dispose d'un délai de deux ans à compter de la répétition du vice.

Il s'est aggravié en janvier 2020 et mars 2021 des vices, alors il a une jusqu'en janvier 2022 pour agir contre M. Corbière par une action directe en vices cachés.

M. Merlin tiers intervenir au contrat de vente conclu entre M. Corbière et M. Bourgoignon; dol ~~indirect~~.